

Jeunes
Agriculteurs
Demain se construit aujourd'hui

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Manifeste de Jeunes Agriculteurs



Mars 2024

Table des matières

Édito du Président	2
Réformer la Pac vers plus de jeunesse, de résilience et de souveraineté	3
Harmoniser les normes en Europe	6
Rendre le commerce international plus juste	6
Donner du sens à la citoyenneté européenne et à l'alimentation	7
Contact	7

Pour une agriculture européenne jeune, forte et durable

Dimanche 9 juin 2024, les citoyens français éliront leurs représentants au Parlement européen.

Jeunes Agriculteurs invite l'ensemble de ses membres, et plus largement la jeunesse, à prendre le chemin des urnes. Au-delà d'une élection démocratique pour laquelle les citoyens doivent se mobiliser, nous sommes persuadés que **le futur de l'agriculture est et restera européen**.

Plus largement, notre syndicat est profondément convaincu du rôle et de l'importance de l'Union européenne. A l'heure de l'amplification des conflits dans le monde, où la guerre s'invite sur le continent européen, il est plus que nécessaire d'être unis et de favoriser **des politiques garantes de l'avenir et de la souveraineté de l'Europe**.

A commencer par la Politique Agricole Commune (PAC), la politique fondatrice de l'Union européenne, qui doit rester une priorité et voir ses moyens renforcés, car une agriculture européenne forte est une des réponses aux enjeux économiques, géopolitiques et climatiques. Néanmoins, nous ne pouvons pas continuer dans les dérives actuelles au risque que citoyens comme agriculteurs se détournent de l'Europe : la technocratie doit laisser la place à des décisions politiques courageuses et **les distorsions de concurrence intra comme extra communautaire doivent cesser**. Cela passe par une harmonisation des normes au sein de l'Union européenne et une cohérence entre les différentes politiques, notamment la politique de commerce extérieur qui ne doit plus permettre d'importer des produits qui ne respectent pas nos standards de production.

Nous défendons aussi **une vision plus juste de la PAC**, centrée sur les agriculteurs actifs et le renouvellement des générations, pour que les soutiens accompagnent ceux qui font l'agriculture d'aujourd'hui plutôt que de financer des rentes. La politique agricole doit permettre de relever les défis qui se présentent à nous. Cela passe par notre ambition de maintenir des agriculteurs nombreux et accompagner le **développement d'exploitations durables** sur tous les territoires, d'accompagner l'orientation des filières vers davantage de **création et de partage de valeur**, de sécuriser les productions et le revenu des agriculteurs face aux aléas et enfin d'**adapter nos exploitations au changement climatique**.

Jeunes Agriculteurs représente aussi une jeunesse agricole française pleine d'attentes envers l'Union européenne. Les enjeux sont multiples : faire entendre la voix et les attentes des ruraux, défendre l'agriculture dans sa diversité, accompagner et encourager ceux qui s'installent, permettre à la jeunesse de découvrir et se former ailleurs sur le continent, etc. Si l'agriculture est pour nous au centre des enjeux, nous voyons aussi ceux de la citoyenneté, de l'alimentation ou de la jeunesse plus généralement.

Nous invitons les candidats aux élections européennes à se battre pour **une agriculture européenne jeune, forte et durable**, fondée sur les femmes et les hommes qui la rendent possible. Pour y arriver, nous développons ici quatre thématiques essentielles pour Jeunes Agriculteurs : réformer la Politique Agricole Commune vers plus de jeunesse, de résilience et de souveraineté ; harmoniser les normes en Europe ; rendre le commerce international plus juste et enfin donner du sens à la citoyenneté européenne et à l'alimentation.

Arnaud Gaillot
Président de Jeunes Agriculteurs



RÉFORMER LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE VERS PLUS DE JEUNESSE, DE RÉSILIENCE ET DE SOUVERAINETÉ

C'est la politique majeure de l'Europe mais ses moyens s'amointrissent et ses objectifs se diluent. La PAC a permis de structurer et de rendre l'agriculture européenne puissante sur le plan mondial tout en garantissant la souveraineté alimentaire de sa population. Mais avec le temps, l'Europe a progressivement réorienté cette politique. Le soutien à la production n'est plus la priorité puisque la PAC fonctionne désormais sur un système plus contraignant, les agriculteurs devant cocher de plus en plus de cases, souvent mal adaptées au terrain.

La technocratie qui s'est instaurée autour de la PAC décourage plus qu'elle n'accompagne les agriculteurs. Pire encore, le revenu des agriculteurs n'est toujours pas stabilisé.

La PAC post-2027 doit marquer un coup d'arrêt à cet empilement de normes et se réorienter vers une politique agricole de bon sens, qui réponde aux enjeux de **sécurité et de souveraineté alimentaire** de l'Union européenne et qui valorise les **actifs agricoles**, leurs productions et leurs **bonnes pratiques**. Le budget revu à la hausse doit donc être , sans quoi il ne serait pas concevable d'en demander encore plus aux agriculteurs.

L'Europe doit également proposer des objectifs de long terme et définir ses exigences en matière de souveraineté alimentaire. La jeunesse a besoin d'une vision et de mesures cohérentes pour les mener à bien. La PAC doit servir le renouvellement des générations en agriculture mais aussi la durabilité économique, sociale et environnementale du secteur, ainsi que ses intérêts commerciaux pour créer de la valeur sur les marchés internationaux. **Les accords de libre-échange ne peuvent plus être définis en totale ignorance des objectifs de la PAC.** La PAC doit également accompagner la structuration des filières et protéger face aux différents aléas.

Focus sur l'adaptation de la l'agriculture européenne au changement climatique :

Nul ne peut ignorer le changement climatique dont les agriculteurs sont les premières victimes. Nous pouvons tous agir pour le limiter et s'adapter. Jeunes Agriculteurs a publié en 2023 son rapport d'orientation intitulé « Agriculture et climat : les changements d'aujourd'hui deviennent les solutions de demain ». Ce rapport nous a permis d'affirmer ou de réaffirmer plusieurs principes, en particulier que :

- Le climat est un sujet qui n'a pas de frontière. **Les transitions doivent se réfléchir aussi à l'échelle européenne.** C'est donc un devoir pour l'Europe, via la Pac, de les accompagner.
- Afin de conserver notre compétitivité à l'international, en assurant la souveraineté alimentaire française et européenne, il est nécessaire que la Pac fasse vivre **des filières résilientes** qui se remettent en question, s'adaptent, se structurent et innovent face aux défis du changement climatique.
- Le Green Deal est un exemple emblématique d'une politique trop peu concertée avec les agriculteurs et à contresens de certaines réalités aussi bien techniques qu'économiques. Agir, oui, mais de façon pragmatique. Face au changement climatique et à l'enjeu de protection des ressources naturelles et de la biodiversité, il est essentiel que les décisions politiques donnent **des visions de long terme** et donnent le temps nécessaire aux agriculteurs pour enclencher les transitions et adaptations nécessaires. C'est le gage de la souveraineté alimentaire de l'Union Européenne.

L'Europe est un continent vieillissant qui doit faire face à un défi générationnel brutal et sans précédent dans tous les secteurs. L'agriculture n'est pas épargnée par ce **choc démographique**, en témoigne la part particulièrement faible des jeunes en agriculture. C'est un réel danger, personne ne peut le contredire. Il est indéniable que l'agriculture n'aura aucun avenir sans une politique européenne ambitieuse en matière de renouvellement des générations.

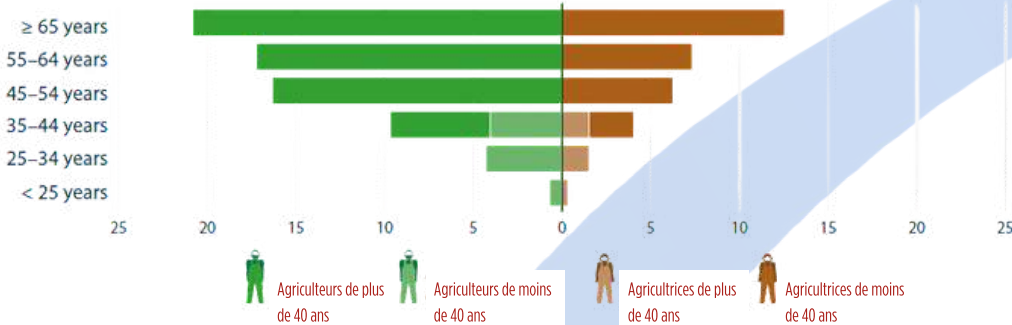
C'est pourquoi, elle doit être la priorité de l'Europe si l'Union souhaite garantir sa souveraineté alimentaire et rester un leader sur le secteur.

En plus d'une politique de **promotion des métiers de l'agriculture** et de l'accompagnement à l'installation à renforcer, l'Europe doit travailler à la **transmission des exploitations agricoles**. Les politiques européennes doivent accompagner les cédants et encourager la transmission à des jeunes agriculteurs formés.

Focus sur le défi démographique européen :

En 2020, environ un tiers (33,2 %) des chefs d'exploitation des 9,1 millions d'exploitations agricoles de l'UE étaient âgés de 65 ans ou plus. En revanche, 11,9 % des chefs d'exploitation agricoles dans l'UE avaient moins de 40 ans.

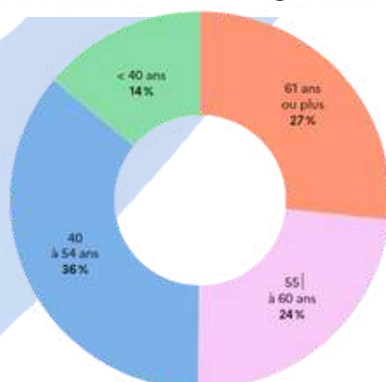
Répartition par âge et sexe des chefs d'exploitation agricole en pourcentage de l'ensemble des exploitants agricoles dans l'Union européenne en 2020



Note : une personne par exploitation agricole est identifiée comme étant le chef d'exploitation Source: Eurostat (online data code: [ef_m_farmang](#))

A titre comparatif en France en 2020 (source Agreste) :

Répartition des fermes selon l'âge de l'exploitant le plus âgé



NOS PROPOSITIONS :

1. Pour maintenir des agriculteurs nombreux et accompagner le développement d'exploitations durables sur tous les territoires :

- Définir une stratégie européenne ambitieuse en faveur du renouvellement des générations sur les deux piliers de la Pac en consacrant 10% du budget des aides directes à des politiques en faveur du renouvellement des générations en agriculture pour financer :
 - l'installation des jeunes en agriculture,
 - la création d'une politique dédiée à la transmission des exploitations agricoles.
- Organiser une vaste campagne de promotion des métiers de l'agriculture à l'échelle européenne avec une accentuation sur le métier d'agriculteur,
- Renforcer la définition de l'agriculteur actif qui doit être fondée sur l'acte de production, des critères de revenu, de temps de travail et en exclure les personnes ayant atteint l'âge de la retraite à taux plein.

2. Pour accompagner la structuration et l'orientation des filières vers davantage de création et de partage de valeur

- Mettre en place des soutiens ciblés :
 - qui répondent à des objectifs de filières ambitieux,
 - qui agissent comme leviers pour le développement via des conditions de majoration à ces soutiens (regroupement de l'offre, contractualisation, engagements environnementaux et territoriaux, relations inter filières, etc.),
- Accorder une majoration systématique de ces aides pour les jeunes agriculteurs, avec une attention particulière pour les filières qui se sont fixées des objectifs d'augmentation de production (aide à la création d'un nouvel atelier, orientation à l'installation, etc.).

3. Pour sécuriser les productions et le revenu des agriculteurs face aux aléas

- La PAC doit permettre le renforcement et le développement d'outils fortement incitatifs et complémentaires de gestion de l'ensemble des risques climatiques, sanitaires, environnementaux et économiques (renforcer les outils assurantiels, les fonds de mutualisation, etc.).

4. Pour adapter nos exploitations au changement climatique

- Enclencher une politique européenne, de l'amont à l'aval des filières, qui encourage l'adaptation au changement climatique, le tout en cohérence avec les objectifs de souveraineté alimentaire que l'Europe doit se fixer,
- Déployer une politique d'adaptation basée sur des moyens concrets donnés aux agriculteurs (donner la capacité de pouvoir se diversifier, d'essayer de nouvelles productions, et surtout instaurer le droit à l'erreur, etc.).

HARMONISER LES NORMES EN EUROPE

Les disparités entre États membres sont trop nombreuses. Elles ont même été accrues lors de la mise en œuvre de la dernière PAC. La subsidiarité peut avoir un intérêt mais elle doit rester limitée au risque d'empêcher le développement d'une agriculture forte. Pire, elle accentue les distorsions de concurrence et affaiblit certains États-membres.

Pour l'illustrer, en France, la surtransposition des normes est devenue monnaie courante faisant reculer notre secteur agricole. Sans compter les écarts en matière de fiscalité et de charges sociales/patronales qui demeurent trop importants d'un État-membre à l'autre. Ainsi, au sein même de l'Europe, **la compétitivité de la l'agriculture française est mise à mal.**

Sans compter les écarts en matière de fiscalités et de charges sociales/patronales qui sont trop importants d'un État-membre à l'autre. Il est nécessaire de mettre fin à de telles inégalités en harmonisant le coût du travail en Europe.

NOS PROPOSITIONS :

- Mettre en place un salair minimum obligatoire dans l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne
- Harmoniser les charges salariales et patronales au sein de l'Union européenne
- Veiller à une harmonisation globale des conditions de production en Europe (utilisation des produits phytosanitaires, protection de la biodiversité, etc.)

RENDRE LE COMMERCE INTERNATIONAL PLUS JUSTE

Nous réaffirmons ici notre opposition à l'empilement des accords de libre-échange tels qu'ils sont négociés actuellement. Ils mettent en péril un certain nombre de filières agricoles, détruisent de la valeur et sont un non-sens écologique et climatique. En effet, au-delà des considérations économiques, les conséquences sur le climat ne peuvent plus être ignorées dans la définition de notre stratégie en termes d'échanges internationaux. Pour en limiter les effets négatifs, il est impératif d'inclure dans ces types d'accords, un **système de clauses miroirs** - ou réciprocité des normes - qui prenne en compte les différents piliers de la durabilité.

Raisonner en termes de complémentarité au service de la sécurité alimentaire et **privilégier notre capacité à produire en France et en Europe** est une ambition autant économique et sociale qu'écologique. Pourquoi importer des produits que nous pouvons produire chez nous dans des conditions économiques, sociales et environnementales mieux-disantes ?

NOS PROPOSITIONS :

- Promouvoir une approche multilatérale des échanges commerciaux et dénoncer les accords bilatéraux tels que sont construits aujourd'hui
- Appliquer des clauses miroirs dans les échanges commerciaux internationaux pour exiger des produits importés le respect de standards de production identiques au notre
- Contrôler rigoureusement les produits importés

DONNER DU SENS À LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ET À L'ALIMENTATION

Les agriculteurs sont avant tout des citoyens européens. Ils sont des acteurs essentiels des zones rurales qui couvrent elles-mêmes 57% de son territoire et comprennent 24% de sa population. Ces zones sont très diversifiées, sur les plans géographique, économique ou démographique. Des défis communs lient les pays européens comme l'évolution des activités traditionnelles, l'apparition d'usages nouveaux de l'espace et des ressources (ex : tourisme rural), la lutte contre le changement climatique ou l'emploi. L'Europe doit continuer à **investir pour le développement de ces territoires**.

Jeunes Agriculteurs fait partie de la jeunesse rurale. Il nous semble essentiel aujourd'hui de **renforcer le sentiment d'appartenance des jeunes**, ruraux comme non ruraux, et plus généralement de l'ensemble des citoyens, à l'Union européenne. Pour cette raison, sensibiliser les jeunes à l'acte de vote et à la culture européenne, leur permettre d'aller chez nos voisins pour s'émanciper et se former à être des travailleurs plus ouverts, efficaces et innovants, relève de la responsabilité collective.

Enfin, les citoyens européens sont de plus en plus exigeants avec leur alimentation et les conditions de production. On constate souvent un écart entre les attentes des citoyens et les actes d'achat des consommateurs. Une **harmonisation de l'étiquetage au niveau européen** pourrait en ce sens accompagner chacun à faire des choix éclairés et à mieux prendre conscience de ce que nous faisons.

Jeunes Agriculteurs a identifié au moins plusieurs leviers pour renouer avec l'adhésion citoyenne envers l'Europe et améliorer ses actions sur nos territoires.

NOS PROPOSITIONS :

- Renforcer la transparence sur l'origine des produits et ingrédients par la révision de la réglementation sur l'étiquetage
- Faciliter l'accès aux financements européens pour les territoires ruraux et mieux les gérer dans leur traitement
- Favoriser l'accès à Erasmus pour tous les jeunes et généraliser les apprentissages en Erasmus +
- Encourager un enseignement qui donne une meilleure connaissance de l'environnement institutionnel en France et en l'Europe

CONTACT

- **Pol Devillers** : membre du Bureau de Jeunes Agriculteurs - poldevillers@orange.fr
- **Mathilde Roby** : responsable du service économique et international - mroby@jeunes-agriculteurs.fr